



nswp Global Network of Sex Work Projects
Promoting Health and Human Rights

Enquête d'impact COVID-19 – Asie et Pacifique

Introduction

En avril 2020, le NSWSP [a lancé une enquête mondiale](#) pour comprendre l'impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe. L'enquête a reçu 156 réponses au total de 55 pays différents, dont 18 réponses provenaient de 11 pays – Australie, Bangladesh, Chine, Hong Kong, Myanmar, Népal, Nouvelle-Zélande, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Vietnam – dans la région Asie et Pacifique.¹

Vue d'ensemble du paysage juridique²

Australie

Vendre du sexe est légal si vous travaillez seul à l'intérieur en tant qu'opérateur unique ou dans un bordel enregistré alors que travailler dans la rue est illégal. Acheter du sexe n'est pas criminalisé. Les maisons closes sont réglementées et doivent être enregistrées auprès des autorités. Les opérateurs uniques doivent s'inscrire avant de commencer à travailler. Les travailleurs en bordel n'ont pas besoin de s'inscrire si le bordel lui-même est enregistré. Le travail du sexe est reconnu comme un travail, mais le racolage dans la rue reste criminalisé.

Bangladesh

La vente de sexe est légale, mais les activités associées telles que le racolage en public et la tenue d'un bordel sont illégaux. Cependant, il existe un système de maisons closes quasi-légales dans le cadre de la certification des travailleuses du sexe par les autorités locales. Le travail sexuel n'est pas reconnu comme un travail en soi, mais « prostituée » peut être inscrite comme profession sur la carte d'identité de l'électeur.

Chine

La vente de sexe est illégale, non pas en vertu du droit pénal, mais en vertu du droit administratif. Travailler comme travailleuse du sexe tout en vivant avec le VIH ou en ayant une IST est également une infraction criminelle. L'achat de sexe est illégal - également en vertu du droit administratif. En droit pénal, l'organisation ou le profit du travail du sexe

¹ Note : Nous n'avons reçu des données complètes que des 6 pays - Australie, Bangladesh, Vietnam, Hong Kong, Chine et Thaïlande.

² [“Cartographie mondiale des lois sur le travail du sexe](#), NSWSP.



constitue une infraction en vertu du droit pénal et s'applique à des tiers tels que les gérants d'hôtels, de restaurants, de bars et de sociétés de taxi. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme un travail.

Hong Kong

Vendre du sexe est légal si fait à l'intérieur par les travailleurs du sexe qui travaillent seuls. Le racolage dans un lieu public ou la publicité des services sexuels sont illégaux. De petits groupes de travailleuses du sexe travaillant ensemble dans des locaux intérieurs sont également criminalisés pour avoir dirigé des bordels ou des « établissements du vice ». Acheter du sexe et les activités connexes ne sont pas criminalisées. Oui - la tenue de maisons closes est criminalisée, tout comme le fait de « vivre des revenus de la prostitution » et le proxénétisme. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme un travail.

Thaïlande

La vente de sexe est illégale et les activités associées, comme le racolage dans les lieux publics, sont également criminalisés. Les travailleuses du sexe travaillant dans des établissements sont également criminalisées pour « l'association avec une autre personne dans un établissement de prostitution au profit de la prostitution de cette personne ou d'une autre personne ». Il est également illégal de faire de la publicité pour des services sexuels pour vous-même ou pour une autre personne. L'achat de relations sexuelles n'est pas criminalisé, mais le proxénétisme, et la gestion d'entreprises ou d'établissements de travail du sexe sont illégaux. En vertu d'une loi de 1996, les « lieux de divertissement » sont autorisés à fournir des « partenaires de services » ou des « fournisseurs de services de bain », faisant l'éloge des services sexuels. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme un travail.

Vietnam

La vente et l'achat de sexe sont illégaux et les clients peuvent être condamnés à une amende. « Héberger la prostitution », « l'organisation d'activités de prostitution », « constituer la prostitution » et « protéger la prostitution » sont autant d'infractions pénales. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme un travail.

Impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe en Asie et dans le Pacifique

Veillez décrire comment la communauté des travailleuses du sexe de votre endroit a été touchée par COVID-19.

« Les travailleuses du sexe se sentent en grande partie anxieuses, isolées et ne savent pas si l'accès à l'argent du gouvernement les « outera » ou les dénoncera au bureau du fisc à une date ultérieure. » – Organisation dirigée par des travailleuses du sexe, Australie

La pandémie COVID-19, comme dans d'autres crises sanitaires, met en lumière les inégalités existantes et touche de manière disproportionnée les personnes déjà criminalisées, marginalisées et vivant dans des situations financièrement précaires, souvent en dehors des mécanismes de protection sociale. Des organisations de travailleurs du sexe de toutes les



régions signalent un manque d'accès aux régimes nationaux de protection sociale et l'exclusion des mesures de protection sociale d'urgence mises en place pour les autres travailleurs, en particulier lorsque le travail du sexe est criminalisé. À la suite de la pandémie de COVID-19, les travailleuses du sexe du monde entier connaissent des difficultés, une perte totale de revenus et une discrimination et du harcèlement accrus.³

« Les revenus diminuent, elles sont plus vulnérables à la violence et c'est plus difficile d'identifier les mauvais clients, car la plupart des gens portent des masques. » – Organisation de travailleurs du sexe, Hong Kong

À mesure que les travailleuses du sexe et leurs clients s'isolent, les travailleuses du sexe ne sont pas protégées, de plus en plus vulnérables et incapables de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. La criminalisation de divers aspects du travail du sexe dans la plupart des pays de l'Asie-Pacifique amplifie encore la situation déjà précaire des travailleurs du sexe dans l'économie informelle.

Quelles mesures les gouvernements prennent-ils en réponse à COVID-19?

Lorsqu'on leur a demandé de répondre aux mesures prises par leur gouvernement dans la réponse à COVID-19, les réponses ont été les suivantes.

- 9/10 réponses ont rapporté des mesures de distanciation sociale ou physique.⁴
- 6/10 réponses ont rapporté l'auto-isolement pour les personnes vulnérables.⁵
- 7/10 réponses ont rapporté la mise en quarantaine de certaines zones ou personnes.⁶

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les autres mesures prises par les gouvernements, cinq des répondants ont donné des réponses, touchant davantage aux lois et aux mesures spécifiques prises contre le travail du sexe.

« Une interdiction complète du travail sexuel » – Travailleuse du sexe, Australie

« En introduisant la loi d'urgence, il y a un arrêt temporaire des affaires, et les activités qui peuvent attirer des foules de personnes sont également interdites. » - Organisation des travailleurs du sexe, Hong Kong

« Promulguer le décret d'urgence interdisant la critique de la réponse du gouvernement ; fermeture des frontières ; couvre-feu ; fermeture de parcs, de plages et de marchés ; Déplacements restreints dans certaines régions ; a lancé un programme de secours ; réduire les factures d'électricité de 3 % ; libérer 4000 prisonniers. » – Organisation de travailleurs du sexe, Thaïlande

« Sensibilisation par la télévision sur le lavage des mains et comment obtenir des services de traitement. Mais pas de services de traitement au Bangladesh en réalité. » – Organisation de travailleurs du sexe, Bangladesh

³ [Covid-19](#), NSWP.

⁴ Australie, Bangladesh, Chine, Hong Kong, Thaïlande, Vietnam.

⁵ Australie, Bangladesh, Chine, Vietnam.

⁶ Australie, Bangladesh, Chine, Hong Kong, Thaïlande, Vietnam.

Les gouvernements ou les forces de l'ordre ont-ils pris des mesures répressives en réponse à COVID-19 visant directement les travailleurs du sexe ?

Sur la base d'une liste de mesures, les réponses étaient les suivantes :

- 9/10 a signalé la fermeture de maisons closes, bars, salons de massage, etc.⁷
- 1/10 a signalé des mesures de répression dans les zones connues pour le travail du sexe dans la rue.⁸
- 4/10 ont signalé une surveillance accrue du travail du sexe indépendant.⁹
- 2/10 ont fait état d'une augmentation des perquisitions, des arrestations et des poursuites.¹⁰
- 0/10 a signalé des tests obligatoires pour COVID-19.
- 0/10 a signalé des poursuites pour un test positif pour COVID-19.

Lorsqu'on lui a donné la possibilité d'ajouter d'autres mesures, une travailleuse du sexe d'Australie a déclaré : « un bordel a ouvert à Sydney - le propriétaire et les travailleurs ont tous été condamnés à une amende pour être là le jour où les lois ont changé (et ils n'étaient pas au courant de la modification de la loi). »

Comment ces mesures ont-elles eu un impact sur les travailleuses du sexe?

Les répondants du 10 septembre ont répondu à cette question ouverte, chacun donnant un aperçu des niveaux d'inégalité extrême auxquels les travailleuses du sexe sont confrontées pendant cette pandémie.¹¹

« A laissé beaucoup de personnes démunies. » – Travailleuse du sexe, Australie

« Je suis incapable de faire mon travail parce que la distanciation sociale et les lois sur l'auto-isolement signifient que je vais être condamné à une amende. » – Travailleuse du sexe, Australie

«Les salons de massage, les clubs, le karaoké et le sauna sont fermés. Les revenus des travailleurs diminuent sans aucune compensation ou allocation du gouvernement. » – Organisation des travailleurs du sexe, Hong Kong

« Réduire considérablement la possibilité que les travailleuses du sexe reçoivent des invités, les travailleuses du sexe seront également confrontées à la possibilité d'une infection à COVID19. " - Organisation des travailleuses du sexe, Chine

⁷ Australie, Bangladesh, Chine, Hong Kong, Thaïlande, Vietnam.

⁸ Australie.

⁹ Australie, Bangladesh.

¹⁰ Australie.

¹¹ Australie, Bangladesh, Chine, Hong Kong, Thaïlande, Vietnam.

« Rien de spécial pour les travailleuses du sexe. Seuls les bordels se confinent avant de prendre des mesures dans le pays. Le confinement de bordel a été la première action du gouvernement. » - Organisation de travailleurs du sexe, Bangladesh

COVID-19 a-t-il réduit l'accès aux services et aux produits de santé essentiels ?

« Avec une politique de distanciation sociale stricte et la fermeture obligatoire des lieux de divertissement et des hôtels, de nombreuses travailleuses du sexe n'avaient pas de clients ; il était difficile de se déplacer aussi pour accéder aux produits de santé et d'autres soutiens. » - Travailleur du sexe, Vietnam

En plus d'une crise économique mondiale, l'accès aux soins de santé a également été gravement affecté par la crise actuelle et les travailleurs du sexe sont confrontés à l'impact de la manière suivante :

- 6/10 réponses ont signalé un accès réduit aux préservatifs et lubrifiants.¹²
- 3/10 réponses ont signalé un accès réduit aux services de réduction des méfaits.¹³
- 3/10 réponses ont signalé un accès réduit au traitement contre le VIH.¹⁴
- 7/10 réponses ont signalé un accès réduit aux tests et au traitement des IST.¹⁵

Y a-t-il eu des mesures positives du gouvernement ou des autorités locales pour aider à protéger les travailleuses du sexe?

Compte tenu d'une liste de mesures, les réponses des dix enquêtes complètes sont les suivantes :

- 0/10 a signalé une interdiction temporaire des perquisitions, des arrestations et/ou des poursuites pour des infractions liées au travail du sexe.
- 1/10 a indiqué que leur gouvernement s'assurait que les travailleurs du sexe migrants documentés et sans papiers puissent accéder aux services de santé.¹⁶

Lorsqu'on lui a donné la possibilité d'ajouter d'autres mesures positives du gouvernement ou des collectivités locales, un seul répondant a fourni une réponse.

«Les propriétaires de salons de massage peuvent demander une certaine aide gouvernementale. Avec l'aide, certains salons peuvent continuer à gérer l'entreprise et les travailleurs du massage ne perdront pas leur emploi. » – Organisation des travailleuses du sexe, Hong Kong

Les travailleuses du sexe sont-elles incluses dans les programmes de protection sociale et de soutien économique?

Les répondants ont reçu une liste de programmes de protection sociale et de soutien économique et on leur a demandé d'indiquer quels régimes sont disponibles pour la

¹² Australie, Bangladesh, Chine, Thaïlande, Vietnam.

¹³ Australie, Bangladesh, Vietnam.

¹⁴ Australie, Chine, Vietnam.

¹⁵ Australie, Chine, Hong Kong, Thaïlande, Vietnam.

¹⁶ Thaïlande.

population en général et si ces régimes sont également disponibles pour les travailleurs du sexe.

Régime : Régimes de soutien au revenu pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants - lorsque certains revenus ou allocations de chômage sont payés par l'État.

- 7/10 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.¹⁷
- 5/10 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.¹⁸

Régime : Fonds d'urgence pour les personnes en difficulté.

- 4/10 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.¹⁹
- 2/10 a indiqué que ce régime est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁰

Schéma : Emballages alimentaires d'urgence / fournitures essentielles.

- 5/10 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²¹
- 3/10 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²²

Régime : Régimes d'allégement des loyers et des prêts hypothécaires.

- 3/10 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²³
- 2/10 a indiqué que ce régime est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁴

Régime : Interdiction des expulsions pour loyer ou arriérés hypothécaires.

- 3/10 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²⁵
- 2/10 a indiqué que ce régime est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁶

Régime : Options de logement d'urgence pour les sans-abri.

- 3/10 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²⁷
- 3/10 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁸

De plus, trois répondants ont mentionné les défis auxquels ils étaient confrontés, même si certains régimes étaient en place.

« *Les travailleurs migrants ne sont pas inclus dans ces mesures.* » – Travailleuse du sexe, Australie

¹⁷ Australie, Hong Kong, Thaïlande, Vietnam.

¹⁸ Australie, Hong Kong, Thaïlande.

¹⁹ Australie, Hong Kong, Thaïlande.

²⁰ Australie, Thaïlande.

²¹ Australie, Thaïlande.

²² Australie, Thaïlande.

²³ Australie.

²⁴ Australie.

²⁵ Australie.

²⁶ Australie.

²⁷ Australie, Thaïlande.

²⁸ Australie, Thaïlande.

«La nourriture d'urgence est très, très limitée... seulement 1% de pauvres peuvent l'obtenir. La corruption dans la distribution est un grand défi.» – Organisation de travailleurs du sexe, Bangladesh

« Seuls ceux qui gèrent un salon de massage seront admissibles au soutien du gouvernement. Si le propriétaire du salon de massage refuse de soutenir ou d'embaucher la travailleuse de massage, la travailleuse de massage n'aura que la perte de son emploi." - Organisation de travailleuses du sexe, HongKong

Si les travailleuses du sexe ne sont pas admissibles à ces régimes, pourquoi les répondants pensent-ils qu'ils sont exclus?

Cinq des dix répondants qui ont répondu à cette question ont abordé des questions liées à la discrimination, à la stigmatisation et à un paysage juridique qui criminalise le travail du sexe.
29

Comme l'a souligné une organisation de travailleuses du sexe du Bangladesh, «*l'une des principales raisons est la stigmatisation et la discrimination à l'égard des travailleuses du sexe. Les travailleuses du sexe ne sont pas considérées comme les autres citoyens du pays. Beaucoup de gens croient qu'il n'est pas juste de soutenir les travailleuses du sexe du point de vue moral.*»

Comment la communauté des travailleuses du sexe réagit-elle à cette crise?

Fonds d'urgence

6/10 réponses ont indiqué que la communauté locale des travailleuses du sexe avait établi des fonds d'urgence.³⁰

Toutefois, un thème commun de ces réponses était que le financement d'urgence n'est pas viable, car il n'y a pas assez pour faire le tour et l'argent est alloué très rapidement.

«Fonds d'urgence, mais il se vide très rapidement et ne peut pas aider tout le monde.» – Travailleuse du sexe, Australie

« Il y a une page de collecte de fonds mis en place par Scarlet Alliance pour recueillir des fonds pour les travailleurs du sexe. Nous sommes conscients que les travailleuses du sexe font cela aussi. Nous avons accès à un courtage limité qui est utilisé pour aider les travailleurs du sexe avec des bons alimentaires, des bons d'essence et des logements. Notre service est toujours actif un vendredi soir, bien qu'à capacité réduite, et nous menons des activités de sensibilisation plusieurs fois par semaine. » – Organisation des travailleuses du sexe, Australie

Fournitures alimentaires d'urgence

5/10 réponses ont indiqué que la communauté locale des travailleuses du sexe avait mis en place des fournitures alimentaires d'urgence.³¹

²⁹ Australie, Bangladesh, Hong Kong, Vietnam.

³⁰ Australie, Thaïlande, Vietnam.

³¹ Australie, Bangladesh, Thaïlande, Vietnam.

«Boîtes alimentaires par les travailleurs du sexe pour les travailleurs du sexe. » Travailleur du sexe, Australie

«Les produits alimentaires sont donnés dans sept provinces à environ 400 travailleuses du sexe. » Organisation de travailleurs du sexe, Thaïlande

«HARC soutient les travailleuses du sexe en cette période de crise. La direction du HARC a décidé de consacrer toute son énergie à soutenir autant que possible les travailleuses du sexe en notre pouvoir. Le comité de gestion a décidé qu'à l'heure actuelle, la nourriture est nécessaire à la survie, c'est pourquoi la distribution des aliments est la priorité. Les travailleurs de proximité utilisent les outils de protection pour se protéger contre le virus. » – Organisation de travailleurs du sexe, Bangladesh

Logement d'urgence

3/10 des réponses ont mentionné une aide d'urgence au logement à la communauté des travailleurs du sexe.³² D'après les réponses, ce soutien semble limité à offrir des conseils et du soutien.

« Skype, aide en ligne, e-mail et Zoom pour aider à obtenir l'aide du gouvernement et des applications de logement. » – Travailleuse du sexe, Australie

« Se connecter les uns aux autres par le biais des téléphones et des médias sociaux pour obtenir des conseils et du soutien. » - Travailleur du sexe, Vietnam

« Nous utilisons le compte public WECHAT, Weibo et d'autres méthodes pour communiquer avec différentes travailleuses du sexe et les aider à résoudre quelques problèmes simples en ligne. » – Organisation des travailleurs du sexe, Chine

Prise en charge virtuelle

La communauté des travailleuses du sexe compte sur les espaces numériques pour fournir du soutien, des services d'urgence et pour s'entraîner mutuellement à déplacer leur travail vers des espaces en ligne. Lorsqu'on leur a demandé spécifiquement de soutenir virtuellement, 3/10 des réponses ont fourni plus de détails sur d'autres façons dont les travailleuses du sexe utilisaient l'environnement virtuel pour faire face à la crise actuelle.³³

« Partage des compétences et formation sur le déplacement en ligne, la sécurité, etc. » – Travailleuse du sexe, Australie

« Nous offrons un soutien téléphonique, web et limité aux travailleuses du sexe qui nous contactent. » – Organisation de travailleuses du sexe, Australie

« Plus de 200 travailleuses du sexe se sont connectées dans des groupes de médias sociaux avec des contacts quotidiens et un partage d'informations. » – Organisation de travailleuses du sexe, Thaïlande

³² Australie, Vietnam.

³³ Australie, Thaïlande.

Réponse de la communauté des travailleuses du sexe vs conseils du gouvernement

Le sondage a demandé aux répondants de préciser comment la réponse de la communauté des travailleuses du sexe à COVID-19 a été différente de celle des conseils de leur gouvernement. 8/10 ont répondu à cette question et fourni des informations supplémentaires sur les différences.³⁴ La plupart étaient d'accord pour dire qu'il y avait une nette différence entre la réponse de la communauté des travailleuses du sexe et les conseils du gouvernement, soulignant l'engagement de la communauté à « aplatir la courbe », mais appelant également les gouvernements qui ne soutiennent pas les travailleurs du sexe au milieu de la crise, les laissant coincés entre survivre et suivre la distanciation sociale.

« Absolument. Le gouvernement fédéral vient de laisser les travailleurs migrants dans l'embarras. Aucun plan pour permettre aux entreprises de travail du sexe de rouvrir bien que des industries comparables (thérapie de beauté, injectables cosmétiques, coiffure) sont / seront autorisés. » – Travailleuse du sexe, Australie

« Le travail du sexe est illégal au Vietnam, il n'y a donc pas de soutien spécifique pour les travailleurs du sexe du gouvernement. » - Travailleuse du sexe, Vietnam

« Malgré le fait que le gouvernement a insisté pour rester à distance sociale, les travailleuses du sexe en particulier celles qui travaillent dans un bordel féminin et le travail du sexe dans la rue ont continué à fournir des services sexuels aux clients. » – Organisation de travailleuses du sexe, Hong Kong

Autres

Lorsqu'on lui a demandé d'autres façons dont la communauté des travailleuses du sexe se soutenait mutuellement pendant la pandémie de COVID-19, l'une des dix réponses a donné plus d'information sur le travail de plaidoyer entrepris pour essayer de s'assurer que les travailleuses du sexe ne sont pas exclues des programmes de secours du gouvernement.

« Plaider auprès du gouvernement pour l'accès à l'aide financière, aux services publics gratuits, etc. » – Organisation des travailleuses du sexe, Thaïlande

Que faut-il d'autre pour aider à protéger les travailleuses du sexe pendant la pandémie de COVID-19 ?

Trois réponses ont été fournies à cette dernière question ouverte. Ces réponses ont souligné à nouveau le manque de soutien gouvernemental, l'exclusion des travailleuses du sexe des programmes gouvernementaux en raison de la criminalisation du travail du sexe et le fait que la communauté des travailleuses du sexe doit compter exclusivement les unes sur les autres au lieu d'un soutien et d'une protection sociale appropriés.

« HarC fait l'expérience que seules les travailleuses du sexe pensent aux travailleuses du sexe sans stigmatisation et sans discrimination. Ainsi, seules les organisations de travailleuses du sexe peuvent soutenir les travailleuses du sexe et davantage de soutien nécessaire à l'organisation des travailleuses du sexe. Les non-travailleurs du sexe ne soutiendront pas les »

³⁴ Australie, Bangladesh, Chine, Hong Kong, Vietnam.



travailleuses du sexe en cette période de crise... » – Organisation des travailleuses du sexe, Bangladesh

«La police est plus réticente à se rendre sur les lieux du crime, même les travailleurs du sexe appellent la ligne d'assistance téléphonique 999 de la police pour obtenir de l'aide. Les travailleuses du sexe seront mieux protégées si la police est prête à aller aider. » – Organisation des travailleuses du sexe, HongKong

« Les agences internationales, les fournisseurs de services privés et communautaires peuvent travailler par l'intermédiaire des réseaux locaux de travailleurs du sexe pour fournir un soutien monétaire, de logement et alimentaire temporaire. » – Travailleuse du sexe, Vietnam



Projet soutenu par :



Le NSWP est un partenaire de l'alliance bridging the Gaps – la santé et les droits des populations clés. Ce programme unique répond aux défis communs auxquels sont confrontées les travailleuses du sexe, les personnes qui consomment de la drogue et les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres en termes de violations des droits de l'homme et d'accès aux services de santé et de VIH et de santé dont ils ont tant besoin. Rendez-vous à : www.hivgaps.org pour plus d'informations.